
[La coercition imposée par le mégaprojet de nouvelle capitale indonésienne et le mépris de la voix du peuple Balik](#)

Le peuple Balik victime des impacts du mégaprojet de construction de la nouvelle capitale indonésienne à Bornéo. Les responsables gouvernementaux et les élites économiques du pays font certainement partie de ceux qui profiteront du projet. « Personne ne veut entendre notre voix », explique une femme Balik qui témoigne des conséquences déjà entraînées par ce vaste accaparement de terres et de cultures.

[Cet article est disponible en indonésien](#)

Le gouvernement indonésien prévoit de déplacer sa capitale de Jakarta, à Java, vers l'île de Bornéo au cours du premier trimestre 2024. L'emplacement choisi pour ce mégaprojet immobilier est une zone répartie entre la régence de Penajam Paser du Nord et la régence de Kutai Kartanegara dans la province du Kalimantan oriental, à Bornéo. Le gouvernement envisage de transformer 200 000 hectares de forêt pour y installer le nouveau centre administratif du pays. Ce projet vient s'ajouter concessions minières, d'exploitation forestière et de plantation de palmiers à huile déjà existantes, qui ont fait payer un lourd tribut aux les forêts tropicales de Bornéo et aux communautés forestières.

Le peuple Balik vit au milieu du site du projet de la nouvelle capitale. Cet article vise à faire entendre sa voix. Le peuple Balik est réparti dans plusieurs villages, comme le village de Pemaluan avec 64 familles, le village de Sabut, Harapan Baru et d'autres villages du district de Sepaku. Leur chef traditionnel, Jubain, craint que cela entraîne des conflits avec l'afflux de migrants, à mesure qu'un très grand nombre de personnes vont s'installer sur le site de la nouvelle capitale, et alors que l'accaparement massif des terres a déjà commencé à se faire sentir dans leurs communautés.

L'histoire de Jubain et du peuple Balik à Bornéo

Un matin, Jubain (56 ans), un chef traditionnel du peuple Balik, est parti précipitamment pour la ville de Balikpapan. En compagnie d'autres membres de la communauté, il s'y est rendu en réponse à l'invitation du président indonésien Jokowi à une réunion avec les dirigeants communautaires du Kalimantan oriental. La rencontre était prévue en marge de la visite du Président sur le site potentiel de la nouvelle capitale (IKN, *Ibu Kota Negara*) et de l'inauguration de l'autoroute à péage Balikpapan-Samarinda, le 17 décembre 2019. Cependant, au lieu d'avoir la possibilité de communiquer les points de vue des communautés, Jubain et les autres dirigeants n'ont même pas été autorisés à s'approcher de la salle de réunion.

« On ne pouvait même pas s'approcher, encore moins entrer. Nous nous sommes donc simplement assis à l'extérieur de la salle de réunion », déplore Jubain. Il a appris par la suite qu'il n'y avait pas de possibilité de poser des questions lors de la réunion et que le public n'avait donc pas eu la possibilité d'exprimer une quelconque question ou préoccupation.

Le chef du peuple Balik était incontestablement déçu. « Nous vivons sur le lieu même de la nouvelle capitale, dans la première couronne urbaine. S'ils veulent s'emparer de notre village, où irons-nous ? » demande Jubain. « Il [le président] est le grand patron. S'il ne veut pas écouter les critiques du public et des communautés, nous allons sûrement tous avoir de gros problèmes », poursuit-il.

La communauté Balik de Jubain fait en effet partie de celles qui auront à supporter les impacts du mégaprojet de la nouvelle capitale, alors que les responsables gouvernementaux et les chefs d'entreprise font certainement partie de ceux qui en profiteront. Conscient de cela, Jubain déclare : « Si ces gens sont des élitistes et des hommes d'affaires, ils adoreront l'idée. » Par ailleurs, Dahlia, une danseuse de la communauté Balik qui possède un studio d'art dans le village de Harapan Baru, déclare que, bien que le projet de la nouvelle capitale n'ait pas encore été mis en œuvre, les problèmes se font déjà sentir. « Je ne peux pas imaginer ce qui se passera lorsque le projet sera prêt à être mis en œuvre », a-t-elle déclaré. « Mais c'est quand même inutile », a poursuivi Dahlia, « Personne ne veut entendre notre voix. J'ai envie de pleurer et de crier. J'ai l'impression que nous sommes colonisés alors que nous sommes dans un pays libre et indépendant.

Par exemple, Jubain a expliqué que dès que le gouvernement a désigné le district de Sepaku comme site potentiel de la nouvelle capitale, des conflits fonciers ont commencé à apparaître. « Le plus gros problème, c'est la question foncière », explique-t-il. Avant que le projet n'arrive dans le district, le village était sain et sauf. « Dans le passé, personne ne pensait que sa terre avait une grande valeur. Aujourd'hui, par exemple, des parcelles de 15 x 20 mètres carrés valent déjà des dizaines de millions de roupies indonésiennes. Avant, le prix le plus élevé n'était que de huit millions [environ 550 dollars] », déclare-t-il. Désormais, lorsque les terres sont certifiées, c'est-à-dire mesurées et enregistrées par le gouvernement, leur prix pourrait être multiplié jusqu'à atteindre un milliard de roupies indonésiennes [environ 69 000 dollars] par hectare.

Les communautés de ce district avaient déjà beaucoup souffert pendant la période d'exploitation du bois par l'International Timber Company Indonesia (ITCI) et PT ITCI Hutani Manunggal (IHM). L'existence du mégaprojet de nouvelle capitale ne fait qu'empirer la situation. Jubain ajoute tristement que « [la nouvelle capitale] formera une barrière qui détruira et anéantira lentement la culture traditionnelle du peuple Balik. »

La concession de la nouvelle capitale empiète sur les terres de la communauté Balik

Jubain explique que la zone de la nouvelle capitale se trouve dans les concessions de IHM et ITCI. Cette zone fait partie de la région de peuplement du peuple Balik. « La concession IHM se trouve à environ 200 mètres de ma maison », dit-il. « J'ai parlé avec le responsable des relations publiques de la société IHM et il m'a dit que la zone qui a été choisie pour la capitale a été gardée par les autorités », poursuit-il.

Peu de temps après que le village de Jubain a été choisi comme site potentiel pour la nouvelle capitale, un groupe de personnes est venu à Pemaluan pour mesurer et enregistrer les terres de la communauté. Ils ont un programme qui vise à certifier 1 000 parcelles pour les résidents qui vivent dans la zone du projet de la nouvelle capitale. « Je possède environ 5 hectares qui sont maintenant dans la zone de concession, c'était le jardin de nos parents. Nous étions ici les premiers. Nous sommes ici depuis longtemps. Comment se fait-il qu'il y ait soudainement une carte avec cette concession ? », demande Jubain. Il critique le fait que les habitants de Pemaluan n'aient même pas été consultés sur les plans de la nouvelle capitale.

L'histoire de cette région montre que le peuple Balik l'habite depuis longtemps et perpétue ses

traditions et sa culture depuis des générations. « Nous ne sommes pas dans [la zone de] l'entreprise, c'est l'entreprise qui est sur les terres de notre peuple », affirme Jubain.

Diverses parties font pression pour permettre au nouveau projet d'accéder aux terres des habitants de Pemaluan, en plus des terres que le gouvernement a bloquées pour les concessions forestières. « Maintenant, il y a déjà plusieurs habitants de Pemaluan qui ont vendu leurs terres », déplore-t-il.

Il exprime aussi la profonde déception qu'il a ressentie à l'égard des autorités de la régence de Penajam Paser du Nord lorsque le projet de nouvelle capitale a été attribué à leur région. Il n'y a eu aucune communication avec les habitants et la communauté Balik. « Le régent a immédiatement accepté de céder et de défricher les terres pour le projet. De quelles terres parlent-ils ? C'est là le problème. Ils ne connaissent pas les problèmes à l'intérieur et les impacts sur les gens », estime Jubain.

Les tactiques des chefs de villages traditionnels

Jubain est officiellement reconnu par les autorités locales comme le chef coutumier de l'institution coutumière de la régence de North Penajam Paser du Nord et a été officiellement élu par sa communauté en 2017. Pourtant, dans le village de Sabut, le chef coutumier était nommé par la ville de Balikpapan. « Il n'y a eu aucune élection », explique-t-il, « et soudain, il y a un chef de village ». C'est l'étranger qui décide et nomme le chef coutumier. » Selon Jubain, certains ont manifestement un intérêt à tirer parti de cette situation.

Jubain explique qu'il a reçu la visite de personnes qui prétendaient être membres de la communauté Balik. Cependant, aucune de ces personnes ne parlait la langue Balik. Elles prétendaient vouloir aider les Balinais à obtenir leurs terres coutumières. Jubain a alors poliment refusé, affirmant qu'il ne pouvait pas prendre de décisions seul car il y a d'autres chefs coutumiers au niveau de la régence. S'ils disaient oui, Jubain serait également d'accord.

Même s'il admet que ses opinions diffèrent de celles des institutions traditionnelles du district concernant la présence de la nouvelle capitale, il pense qu'il est nécessaire de se préoccuper des futurs impacts. Il s'inquiète de la venue sur leurs terres de populations venant d'autres endroits et d'autres villes. « Nous sommes inquiets si ces gens sont de riches hommes d'affaires. Nos valeurs, nos habitudes, notre culture, notre langue, seront perdues. Si nos terres nous sont retirées et que nous sommes séparés, nous ne savons pas où aller », s'alarme Jubain.

Les destructions ont commencé avec l'arrivée d'ITCI et d'IHM

L'agitation provoquée par les activités de défrichement de l'entreprise, explique Jubain, a également des impacts sur les changements socioculturels dans la communauté. Il se souvient de son enfance, lorsque l'entreprise ITCI a démarré ses travaux, à la fin des années 1960. ITCI a commencé par construire des installations portuaires et des routes. Aujourd'hui, cette société dispose d'une concession de 173 395 hectares qui se trouve dans la deuxième couronne du projet de nouvelle capitale. Le président d'ITCI est le frère cadet de Prabowo Subianto, le ministre de la Défense. L'entreprise a reçu un permis d'exploitation commerciale des produits forestiers (IUPHHK-HA) en 2012.

Sukanto Tanoto dispose aussi d'une concession au milieu du site du projet de la nouvelle capitale. Il a racheté la concession à Hashim Djojohadikusumo en 2006. Il est titulaire d'un permis spécial pour exploiter le bois des plantations industrielles (IUPHHK – HT) de PT. International Timber Corporation

Indonesia Hutani Manunggal (PT. ITCI HM). Cette concession couvre une superficie de 161 127 hectares, dont 5 644 hectares recouvrent la zone centrale du site du projet de nouvelle capitale.

De 1972 à 2006, Jubain et les habitants de son village ont été contraints de respirer les poussières provenant de l'autoroute, et cela ne s'arrêtait que lorsqu'il pleuvait. « Ils travaillaient jour et nuit à transporter du bois. On peut dire que toutes les 10 minutes leurs véhicules passent ».

L'autoroute créée par la société ITCI a divisé le village de Jubain. « Il ne reste plus rien là-bas », dit-il. Cette société a créé une zone d'entreposage en extérieur (*manampung*) dans le port, qui couvre environ 5 hectares. Là, ils empilent de grosses grumes de petit diamètre qu'ils transportent vers le district de Sepaku et ses environs.

Dans le village de Pemaluan, explique Jubain, la déforestation était omniprésente entre 1984 et 1985. Le rugissement des camions grumiers et des véhicules de bois empilé se faisait entendre tous les jours. Les ouvriers de l'entreprise abattaient sans pitié la forêt autour du village. Le long des pistes, ils défrichaient entièrement la forêt. « Une fois que l'entreprise est entrée sur nos terres, nous avons perdu nos moyens de subsistance, nos forêts, la terre était nue parce que les arbres avaient été coupés », regrette Jubain.

Perte de la culture

Jubain explique comment le peuple Balik vivait à la lisière des forêts et le long des rivières. Ses parents vivaient de la forêt. Les activités quotidiennes étaient la recherche de la résine et du rotin et la fabrication de bardeaux de toiture en bois. « Les produits étaient vendus à la ville de Balikpapan », se souvient-il.

La destruction de la forêt a également causé l'affaiblissement ou la disparition de la tradition du *mulun* (tradition de la médecine balik). Il estime qu'il existe une relation étroite entre les traditions médicinales et la perte des forêts en tant qu'espaces de vie. « Notre culture a commencé à disparaître quand il y a eu beaucoup de déforestation ici », explique-t-il.

Il se souvient également de l'époque où lui et son défunt père vivaient de l'agriculture autour du village. Il a lui-même été témoin de la déforestation lorsqu'il était ouvrier et ramassait des branches de bois qui servaient de combustible pour la production de polywood (bois synthétique) de l'entreprise.

Selon lui, les responsables de l'entreprise contrôlaient tout. « Nous ne pouvions rien faire parce que nous savions que sous le régime militaire, l'ère de Suharto, les gardes étaient chargés de la sécurité, avec l'armée. Entre 1985 et 1986, nous avons peur de ne plus être autorisés à travailler le bois, à utiliser une tronçonneuse, si nous n'appartenions pas à l'entreprise », explique-t-il.

Cependant certains villageois ont voulu aller chercher du bois qui n'avait pas été emporté par l'entreprise. « Certaines personnes du village ont été emmenées à la police pour avoir volé du bois dans la zone de l'entreprise », dit Jubain.

Non seulement leur espace de vie était déboisé, mais à cette époque l'entreprise ne se souciait pas du peuple Balik, par exemple, en termes d'éducation.

Jubain explique que la société ITCI a sa propre école. Les enfants du village ne sont pas autorisés à

y faire leur scolarité. Seules les personnes qui sont des travailleurs permanents de l'entreprise peuvent suivre une formation dans les écoles ITCI. Ceux qui ne sont pas salariés peuvent s'inscrire s'ils payent les frais d'inscription et de scolarité. C'est évidemment difficile pour les villageois. La vie des villageois et des gens d'entreprise sont exactement à l'opposé. « Les salariés de l'entreprise sont riches et mènent une vie très confortable » explique-t-il.

Avant d'être choisi par la communauté Balik comme chef coutumier de l'*adat*, il a travaillé comme *wakar* ou garde motorisé pour un sous-traitant d'IHM. Il faisait cela pour gagner sa vie, ce qui était difficile en raison de la présence de l'entreprise.

Selon Jubain, tout cela a commencé parce que les gens pensent que la communauté Balik n'existe pas dans la zone forestière de Sepaku. « Des hélicoptères passaient, on a dit qu'ils établissaient une carte. Mais peut-être parce qu'ils regardaient d'en haut, ils ne savaient pas qu'il y avait des gens qui vivaient en dessous, le peuple Balik », remarque Jubain. De plus, poursuit-il, « la maison de nos parents avait des toits de chaume. Vu d'en haut, c'est tout vert. Donc les gens de l'entreprise ne pouvaient pas voir qu'il y avait des maisons ici en bas. »

Après que la société ITCI a rasé toutes les forêts en 2006, une partie de sa concession a été transférée à ITCI Hutani Mandiri (IHM), qui a planté du bois d'acacia. « Ces espèces d'acacia meurent au bout de cinq ans, alors ils font des récoltes tous les cinq ans », explique Jubain.

Cette entreprise s'est emparée des terres du peuple Balik. L'endroit où les Balik cultivaient et produisaient des fruits s'est soudainement retrouvé à l'intérieur de la concession de l'entreprise. « C'est d'abord ITCI qui est venu, puis il y a eu IHM, et il n'y avait rien pour nous. Maintenant, un autre plan s'est rajouté avec la création de la nouvelle capitale (IKN) », constate Jubain. Il estime qu'il s'agit d'une « atrocité politique ».

Des cultures appartenant à la communauté rasées par l'entreprise

Le 22 novembre 2019, les gens de la communauté Balik ont été choqués de voir une grosse pelleuse appartenant à PT ITCI Hutani Mandiri (IHM). Les cultures des habitants, comme les hévéas, ont été rasées par IHM. Les terres agricoles des gens situées près de la rivière Karnain ont été détruites. Le village Balik a également été choisi pour faire partie de la zone centrale du site du projet de nouvelle capitale.

Un habitant de Pernaluan, Menuy, explique que leur zone a été évacuée sans notification préalable. « On a retrouvé nos terres agricoles, qui couvrent une superficie d'environ 2 hectares avec 600 hévéas, 10 palmiers et 20 cocotiers, complètement rasés », raconte Menuy. Il n'y a eu aucun accord. L'entreprise a voulu indemniser avec 2 millions de roupies indonésiennes [environ 140 dollars], mais les habitants ont refusé. « La zone est actuellement replantée [avec des plantations industrielles d'arbres] par la société IHM », dit Jubain.

Menuy explique que le peuple Balik a une tradition agricole profondément enracinée, comme les autres peuples de Kalimantan. Le système est basé sur le concept de rotation des cultures. Après la récolte, la terre est laissée en jachère quelques années, et quand elle s'est rétablie et est redevenue fertile, l'agriculteur vient replanter de nouvelles cultures.

« Lorsque l'on laisse terre se rétablir, les habitants cultivent généralement des fruits, comme du *durian lai* et du tamarin, ou du *payang* qui ressemble à une balle de baseball », explique Menuy. Selon lui, les arbres fruitiers sont une marque ou un symbole que la terre appartient à la zone gérée

de façon coutumière. « C'est le signe de la légalité du peuple balik », déclare-t-il.

Maintenant, cependant, il est difficile de prouver la légalité de la zone, car l'entreprise a tout évacué. « C'est dans la zone de Sabut, à gauche si on va à Sepaku, il y a des fruits partout, tout est là *durian lai, langsung, ramboutan*, des centaines d'hectares, les gens essaient maintenant de poursuivre en justice [la société pour avoir détruit leurs arbres fruitiers]. La brigade mobile a été envoyée pour nous intimider », explique Menuyu. La brigade mobile est la branche militarisée de la police indonésienne. Connue sous le nom de BRIMOB, elle est l'une des forces de sécurité les plus équipées actuellement dans le pays. Le gouvernement a classé le projet de la nouvelle capitale dans la catégorie « projet stratégique national » et, par conséquent, la BRIMOB est également en charge de sa « sécurité ».

La zone était traditionnellement gérée par les habitants bien avant l'indépendance de l'Indonésie. Les terres gérées par les habitants se trouvent dans l'écosystème de la rivière Pemaluan et de ses affluents. Cependant, « les habitants ne peuvent plus utiliser ces rivières, notamment à cause de l'aggravation de la qualité de l'eau ». Pour Jubain, cela est lié à l'exploitation forestière menée par l'entreprise. De même, « dès que l'entreprise a construit les routes, les habitants se sont déplacés en suivant la route », a expliqué Jubain.

Jubain rappelle qu'avant l'arrivée des entreprises, les habitants ne manquaient jamais d'eau, car les rivières fournissaient l'eau propre dont ils avaient besoin. Le bouleversement a commencé à se faire sentir à partir des années 1990.

Le peuple Balik est depuis des décennies aux impacts des entreprises, principalement des sociétés d'exploitation forestière, mais malgré l'ampleur des destructions causées par leurs opérations, il a réussi à rester sur ses terres, à survivre et à perpétuer sa culture. Les projets de déplacement de la capitale vers leur territoire représentent une menace sérieuse pour toute la région et ils doivent être stoppés avant qu'ils ne se concrétisent.

*Abdallah Naem,
Militant et journaliste indonésien*